

1 - Actualité nationale et internationale

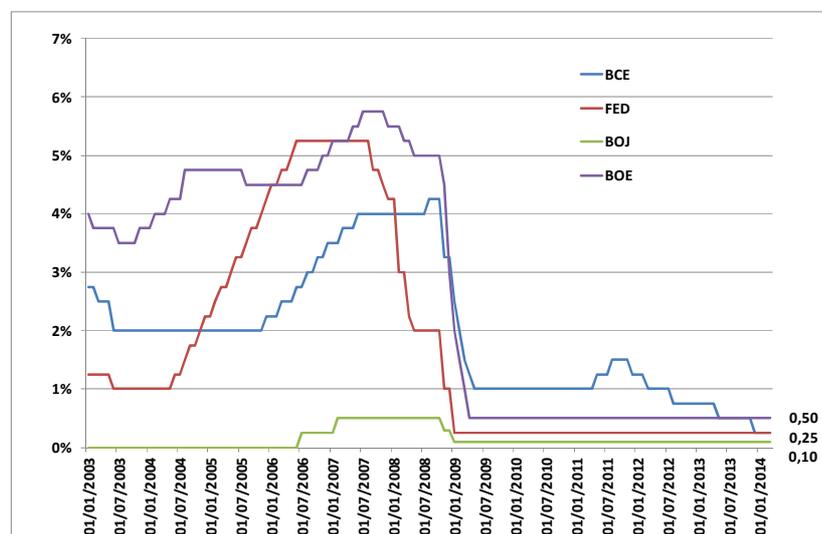
Taux d'intérêt

La BCE renforce l'orientation accommodante de sa politique monétaire

Lors de sa réunion du 5 juin 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a annoncé un ensemble de mesures visant à renforcer l'orientation accommodante de sa politique monétaire. La première série de mesures consiste en une nouvelle baisse des taux directeurs : le taux des opérations principales de refinancement est abaissé de 10 points de base, à 0,15 % ; le taux de la facilité de prêt marginal est abaissé de 35 points de base, à 0,40 % ; le taux de la facilité de dépôt est abaissé de 10 points de base, à -0,10 %, c'est-à-dire un taux négatif. La deuxième série de mesures vise à soutenir l'activité de prêt bancaire aux ménages et aux sociétés non financières (à l'exception des prêts immobiliers). Elle consiste en opérations « ciblées » de refinancement à long terme (Targeted Longer-Term Refinancing Operations ou TLTRO) à échéance septembre 2018. La troisième série de mesures vise à améliorer le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire. Elle consiste à intensifier les travaux préparatoires relatifs à l'acquisition par l'Eurosystème de titres adossés à des actifs (asset-backed securities ou ABS) simples et transparents ayant pour actifs sous-jacents des créances privées. La quatrième série de mesures vise à contenir la volatilité des marchés monétaires. Elle consiste à prolonger au moins jusqu'en décembre 2016 la conduite des opérations principales de refinancement sous la forme d'appels d'offre à taux fixe dans lesquels l'intégralité des soumissions est servie (fixed-rate, full allotment), et à suspendre les opérations de stérilisation de la liquidité injectée dans le cadre du programme pour les Marchés de Titres (Securities Market Programme ou SMP). Lors de la conférence de presse suivant la réunion du Conseil, le Président de la BCE, Mario Draghi, a présenté cet ensemble de mesures en soulignant que « si nécessaire, la politique monétaire pourra de nouveau être rapidement assouplie » et que le Conseil des gouverneurs « affirmait unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels s'il devenait nécessaire de faire face à des risques supplémentaires d'une période trop prolongée de faible inflation ».

<https://www.banque-france.fr/eurosystème-et-international/la-bce/communiqués-et-décisions-de-la-banque-centrale-européenne.html>

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en avril

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 364 100 en France métropolitaine fin avril 2014. Ce nombre est en hausse par rapport à la fin mars 2014 (+0,4 %, soit +14 800). Sur un an, il croît de 3,5 %.

Léger recul du chômage en ZE18 et UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,7 % en avril 2014, en recul par rapport au taux de 11,8 % enregistré en mars 2014 et à celui de 12,0 % d'avril 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,4 % en avril 2014, en baisse par rapport au taux de 10,5 % de mars 2014 et à celui de 10,9 % d'avril 2013. Eurostat estime qu'en avril 2014, 25,471 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,751 millions dans la zone euro. Par rapport à mars 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 151 000 dans l'UE28 et de 76 000 dans la zone euro. Comparé à avril 2013, le chômage a baissé de 1,167 million de personnes dans l'UE28 et de 487 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,2 %) ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (26,5 % en février 2014) et en Espagne (25,1 %).

Inflation

L'inflation en baisse dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,5 % en mai 2014, en baisse par rapport au mois d'avril où il était de 0,7 %. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en mai (1,1 % contre 1,6 % en avril), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,1 % contre 0,7 % en avril), des biens industriels hors énergie (0,0 % contre 0,1 % en avril) et de l'énergie (0,0 % contre -1,2 % en avril).

France : Stabilité de l'IPC en avril

En avril 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est stable après une hausse de 0,4 % en mars 2014. Sur un an, il augmente de 0,7 % (après +0,6 % en mars 2014). Hors tabac, il est également inchangé en avril 2014 et croît de 0,6 % sur un an. Corrigé des variations saisonnières, l'IPC se replie de 0,2 % en avril 2014.

FMI

Alerte sur le marché immobilier mondial

S'appuyant sur un nouvel indice global des prix immobiliers, le FMI relève des risques de bulles immobilières : « L'indice global du FMI a progressé continuellement au cours de 7 trimestres. Sur les 12 derniers mois, les prix ont grimpé dans 33 pays des 51 pays passés en revue ». L'institution rappelle : « les flambées des prix immobiliers ont été à l'origine de plus de deux tiers des 50 crises bancaires récentes ». L'évolution récente du marché est plus particulièrement préoccupante en Belgique (où les prix de l'immobilier sont 50 % au-dessus de leur moyenne historique rapportée aux revenus des ménages), au Canada (33 % au-delà), en Australie (32 %), en Nouvelle-Zélande (30 %), au Royaume-Uni (27,5 %) et en France (28,5 %).

Asie

Chine : Internationalisation croissante du yuan

En un an, l'utilisation de la devise chinoise par les États-Unis pour commercer avec la Chine a quadruplé. Les échanges libellés en yuan ne représentent encore que 2,4 % des transactions entre ces deux puissances (soit +1,7 point en un an). Mais, selon les données de Swift (qui recense les échanges automatiques réalisés par 10 000 banques du monde entier), la valeur des paiements en renminbi entre les États-Unis et le reste du monde a progressé de 327 % sur un an en avril 2014.

2 – Actualité régionale

Forte progression des exportations australiennes vers la Chine

En 2013, les exportations de biens et services australiens vers la Chine ont atteint un niveau record de 102 milliards de dollars, en hausse de 27,5 % par rapport à 2012. La Chine est le principal partenaire commercial de l'Australie, avec plus du tiers de ses exportations, devant le Japon (17 %), la Corée du Sud (7 %), les États-Unis (5 %) et l'Inde (4 %). L'Australie a récemment conclu des accords commerciaux avec le Japon et la Corée du Sud et un accord de libre-échange avec la Chine est en cours de négociation.

Entrée en production d'une unité de gaz naturel liquéfié en Papouasie-Nouvelle Guinée

Fin mai, la société pétrolière et gazière américaine Exxon Mobil a officiellement lancé la production de gaz naturel liquéfié dans une nouvelle usine implantée à Port-Moresby, en Papouasie-Nouvelle Guinée. Né en 2010, ce projet est considéré comme le plus important à l'échelle mondiale dans cette catégorie d'énergie et place d'ores et déjà la Papouasie-Nouvelle Guinée en tête du classement des exportateurs mondiaux de gaz naturel liquéfié. Avec une capacité annuelle de production d'environ sept millions de tonnes métriques, la durée de vie de l'exploitation est estimée à une trentaine d'années. D'après le gouvernement papou, les retombées économiques de la mise en production de cette usine devraient engendrer une croissance de plus de 20 % du produit intérieur brut (PIB) national en 2014.

1,7 million de visiteurs dans la région Pacifique en 2013

Selon la South Pacific Tourism Organisation (SPTO), une organisation régionale chargée de promouvoir le tourisme dans la zone Pacifique Sud, la destination Pacifique (tous pays et territoires confondus) a attiré environ 1,7 million de visiteurs en 2013, soit une fréquentation touristique en hausse de 2,4 % par rapport à 2012. Les îles Fidji demeurent la destination la plus prisée, attirant entre 35 et 40 % des visiteurs de la région en 2013.

Achat de terrains fidjiens par les îles Kiribati

L'archipel de Kiribati vient de procéder à l'acquisition de plus de 2 000 hectares de terrains aux îles Fidji. Situés sur l'île de Vanua Levu, ces terres seront exclusivement destinées à de la production agricole, afin notamment de renforcer la résilience économique et sociale et la sécurité alimentaire du pays acquéreur. L'archipel est en effet directement menacé par la montée des eaux de l'Océan Pacifique engendrée par le réchauffement climatique et risque à plus ou moins long terme d'être confronté à une raréfaction de ses terres arables.

Nouveaux billets

Point sur la mise en circulation de la nouvelle gamme de billets en F CFP

Le 5 juin 2014, soit plus de 4 mois après leur introduction (le 20 janvier), les nouveaux billets en F CFP représentent 67 % de la circulation fiduciaire, tous territoires confondus. Ce taux atteint 83 % pour la Nouvelle-Calédonie, 56 % pour la Polynésie française et 26 % pour Wallis-et-Futuna. Pour mémoire, les billets de l'ancienne gamme peuvent être utilisés comme moyen de paiement ou déposés en compte bancaire jusqu'au 30 septembre 2014. Au-delà, ils seront échangeables auprès de l'IEOM selon certaines modalités.

3 – Brèves locales

Ouverture d'une nouvelle surface de commerce alimentaire

Le 22 avril dernier, un nouveau magasin alimentaire de type supermarché a ouvert ses portes au Fenuarama à Mata'Utū, venant enrichir l'appareil commercial de l'île. Cette nouvelle implantation introduit un contexte de concurrence sur le Territoire, qui n'est pas sans inquiéter les commerçants de la place déjà installés. L'enseigne prévoit l'ouverture de deux autres magasins, au Nord et au Sud de Wallis.

Participation des électeurs wallisiens et futuniens aux élections européennes

Malgré un taux d'abstention de plus de 50 %, Wallis-et-Futuna enregistre la mobilisation la plus forte pour ces élections européennes : le 25 mai dernier, environ 49 % des électeurs wallisiens et futuniens se sont déplacés aux urnes pour participer aux élections, contre seulement 17 % des électeurs dans l'ensemble de l'Outre-mer. Les trois eurodéputés élus pour représenter l'Outre-mer au Parlement européen au cours des cinq prochaines années sont Maurice PONGA (UMP) pour la section Pacifique, Louis-Joseph MANSCOUR (PS) pour la section Atlantique et Younous OMARJEE (Divers Gauche) pour la section Océan Indien. Maurice PONGA a recueilli le soutien de 37 % des votants de Wallis-et-Futuna.

8^e Comité de pilotage de l'ADIE de Wallis-et-Futuna

En 2013, l'ADIE de Wallis-et-Futuna a géré un portefeuille de 45 microcrédits pour un montant total de 26,6 millions de F CFP ; elle a également accordé 19 prêts d'honneur, pour un montant de 5,5 millions de F CFP. Les principaux secteurs d'activité bénéficiaires de ses financements ont été, cette année encore, le secteur primaire (33 % du portefeuille) et le secteur de l'artisanat (29 %). L'association affiche un taux d'incident de 58 %, majoritairement causé par des retards dans les remboursements, et un taux d'impayés de 5,9 % sur 36 mois. Pour mémoire, l'ADIE est installée depuis 2009 à Wallis et 2013 à Futuna. Cette association octroie des microcrédits aux personnes ayant des difficultés à accéder aux prêts bancaires classiques pour la création ou le développement de leur entreprise. Elle accompagne ses bénéficiaires avant, pendant et après la création du projet, pour en assurer la pérennité et amener progressivement ses clients vers le secteur formel. Elle dispose d'une équipe locale composée d'un délégué régional à Wallis, d'une conseillère à Futuna et de sept bénévoles.

Extension et adaptation à Wallis-et-Futuna des dispositions du livre IV du code de commerce

Une ordonnance (n°2014-487) parue au JORF du 15 mai dernier rend l'ensemble des dispositions du livre IV du code de commerce applicables à Wallis-et-Futuna. Pour mémoire, l'ordonnance n°2000-912 du 18 septembre 2000 avait déjà rendu ces dispositions partiellement applicables dans la collectivité, sans prise en compte de la plupart des modifications apportées depuis par les différentes lois. Désormais, toutes les dispositions du livre IV (à l'exception de quelques renvois à des réglementations particulières) sont applicables à Wallis-et-Futuna. C'est notamment le cas des articles légiférant sur l'interdiction des pratiques anticoncurrentielles (titre II) et des abus de position dominante (titre IV), mais aussi sur l'installation d'une Autorité de la concurrence (titre VI). Grâce à ce texte, les entreprises du Territoire pourront par ailleurs bénéficier des délais de paiement en vigueur défini dans le code de commerce, et ne payer leurs achats auprès de leurs fournisseurs métropolitains qu'à réception des marchandises.

Publications

L'IEOM vient de publier ses Tendances conjoncturelles ainsi que son étude des Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna pour le 1^{er} trimestre 2014. Ces notes sont téléchargeables sur notre site Internet :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne127_tendances_tendances_conjoncturelles_1t2014_wallis.pdf

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolutions_bancaires_et_monetaires_1t2014_wallis.pdf

Le Rapport annuel « Wallis-et-Futuna en 2013 » vient également de paraître. Il sera téléchargeable sur notre site Internet dans les prochains jours.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

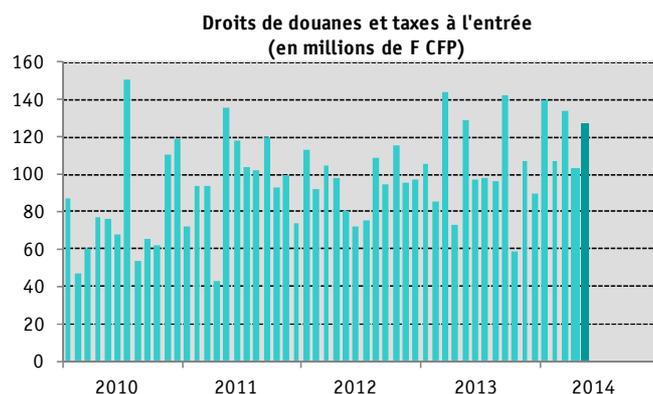
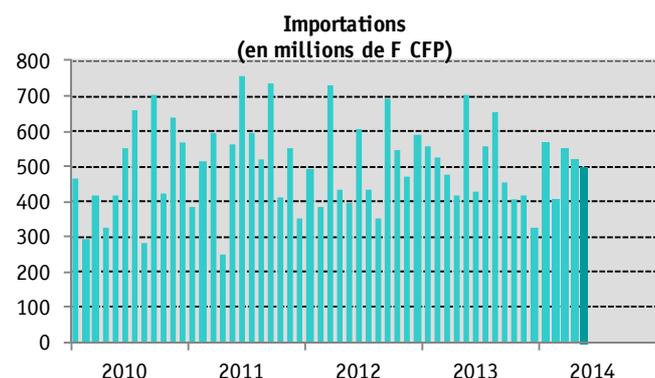
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			1T 14	116,82	- 1,4%
SMIG mensuel en XPF			mai-14	89 149	- 2,0%
Nombre d'emplois salariés			déc-13	2 295	- 10,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mai-14	499	-4,4%	-29,3%
	cumulées	mai-14	2 553	-	-4,7%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mai-14	127	23,7%	-1,4%
	cumulés	mai-14	611	-	13,7%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	mai-14	45	42,7%	-74,6%
	cumulées	mai-14	202	-	13,6%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	mars-14	1 618	12,2%	8,1%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	avr-14	640	9,4%	-1,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	avr-14	142	-7,3%	-14,5%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	mars-14	1 750	-26,3%	8,5%
	cumulé	mars-14	7 054	-	0,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	mars-14	nc	-	-
	cumulé	mars-14	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mai-14	4	100,0%	-20,0%
	cumulées	mai-14	16	-	-23,8%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	mai-14	8	-70,4%	-20,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile
nc : non communiqué

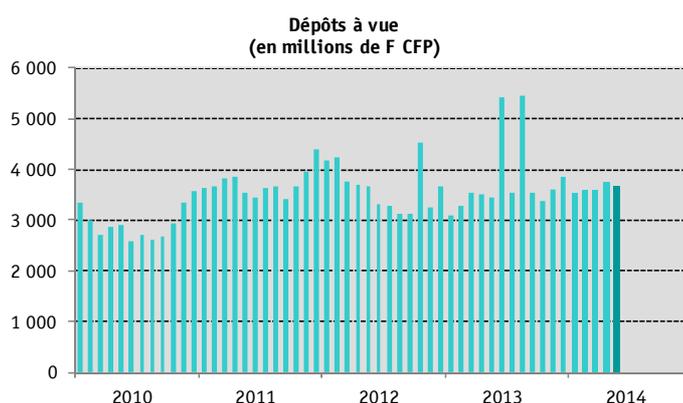
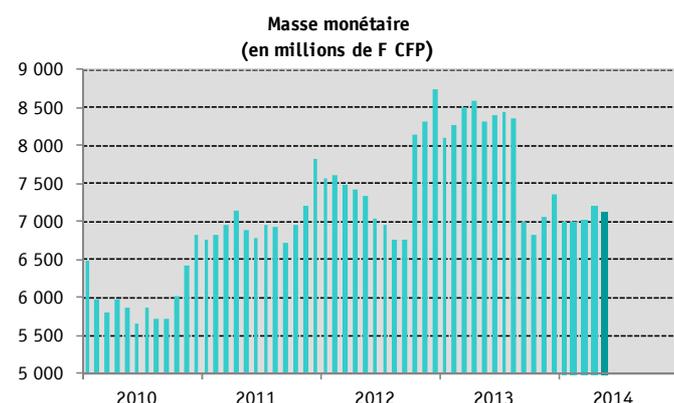


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

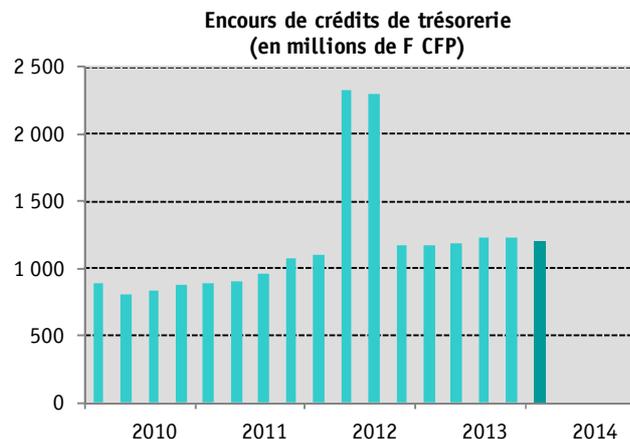
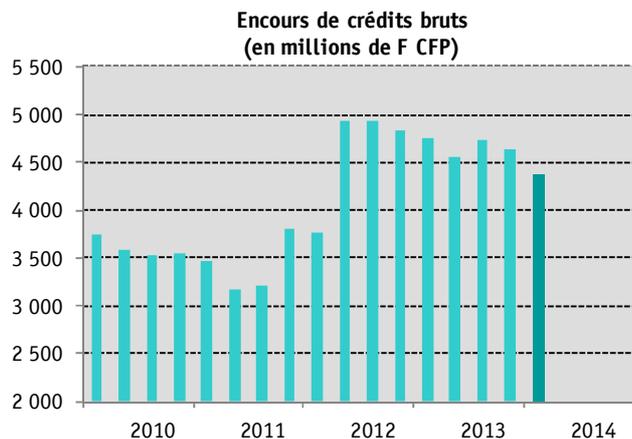
en millions de F CFP	mai-13	avr-14	mai-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 157	2 101	2 103	0,1%	-2,5%
Dépôts à vue	3 448	3 762	3 681	-2,1%	6,8%
Total M1	5 605	5 864	5 784	-1,3%	3,2%
M2-M1	524	531	517	-2,7%	-1,4%
Total M3	8 321	7 215	7 122	-1,3%	-14,4%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

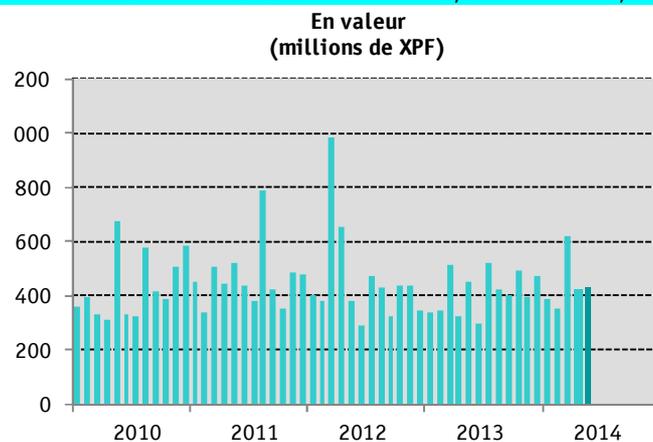
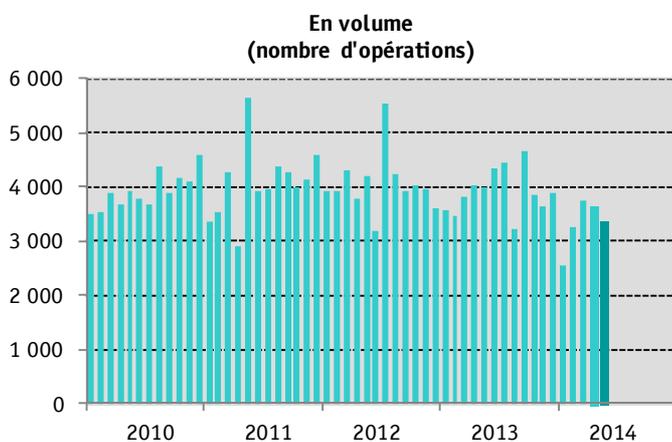
en millions de F CFP	mars-12	mars-13	mars-14	▲ /an
Crédits de trésorerie	1 104	1 169	1 202	2,8%
Crédits à l'équipement	1 489	2 323	2 077	-10,6%
Crédits à l'habitat	435	467	370	-20,6%
Autres crédits	230	324	277	-14,4%
Total encours sain	3 258	4 283	3 926	-8,3%
Créances douteuses brutes	514	473	461	-2,7%
Total encours brut	3 772	4 757	4 386	-7,8%



Compensation

Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation

	mai-13	avr-14	mai-14	cumul 2014	▲ /mois	▲ /an
Compensation (en nbre)	4 000	3 652	3 344	16 577	-8,4%	-16,4%
Compensation (en millions de CFP)	453	423	432	2 214	2,2%	-4,6%



Incidents bancaires

Diminution significative du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	mai-13	avr-14	mai-14	cumul 2014	▲ /mois	▲ /an
Incidents de paiement sur chèque	42	43	58	330	34,9%	38,1%
Retraits de cartes bancaires	0	3	4	12	33,3%	-

Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes physiques en situation d'interdits bancaires

en nombre	mai-13	avr-14	mai-14	▲ /mois	▲ /an
Interdits bancaires en fin de mois	364	334	335	0,3%	-8,0%
- dont personnes physiques	354	321	322	0,3%	-9,0%
- dont personnes morales	10	13	13	0,0%	30,0%

en nombre	mai-13	avr-14	mai-14	▲/mois	▲/an
Cotes valides	44	48	48	0,0%	9,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	16	16	0,0%	0,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	2014	▲/an
Indicateurs économiques					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T	111,02	115,22	116,82	1,4%
Entreprises					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai	13	10	13	30,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mai	287	407	361	-11,3%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mai	15	35	125	251,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai	18	46	42	-8,7%
Ménages					
emploi salarié (nb)	décembre	2 087	2 295	-	-
dont secteur privé	décembre	841	853	-	-
dont secteur public	décembre	1 246	1 442	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	mai	502	517	528	2,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mai	405	354	322	-9,0%
décision retrait cartes bancaires (nb)	mai	3	12	12	0,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	mai	378	280	330	17,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mai	586	782	685	-12,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mai	382	360	358	-0,4%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mai	152	144	134	-7,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mai	57	42	40	-4,8%
Échanges extérieurs en millions de XPF					
importations	mai	2 435	2 679	2 553	-4,7%
exportations	mai	-	-	-	-
recettes douanières	mai	689	720	838	16,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	mai	488	537	611	13,7%
dont taxes intérieures de consommation	mai	194	178	202	13,6%
Indicateurs financiers					
La masse monétaire en millions de XPF					
Dépôts à vue	mai	3 673	3 448	3 681	6,8%
M1	mai	5 800	5 605	5 784	3,2%
M2	mai	6 349	6 129	6 301	2,8%
Dépôts à terme	mai	989	2 192	820	-62,6%
M3	mai	7 338	8 321	7 122	-14,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	mars	1 420	1 533	1 476	-3,7%
<i>dont crédits à la consommation</i>	mars	1 121	1 192	1 220	2,4%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	mars	299	341	256	-25,0%
Entreprises	mars	1 486	2 466	2 199	-10,8%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	mars	71	81	61	-24,8%
<i>dont crédits d'investissement</i>	mars	1 216	2 084	1 873	-10,1%
Collectivités locales	mars	273	240	204	-15,0%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	79	45	47	5,4%
créances douteuses brutes	mars	514	473	461	-2,7%
taux de créances douteuses	mars	13,6%	10,0%	10,5%	+0,5 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	mars	3 023	3 022	3 103	2,7%
<i>dont assurances-vie</i>	mars	919	953	1 047	9,9%
Sociétés	mars	1 860	1 640	1 626	-0,8%
Autres agents	mars	3 678	3 886	2 188	-43,7%

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,10%	11/06/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,15%	11/06/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,40%	11/06/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	14/04/2014	0,25%	3,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGGFAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	14/04/2014	0,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/04/2014	0,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/05/2014	30/04/2014	Var. M-1
EONIA	0,4480%	0,4000%	+ 0,048 pt
EURIBOR 1 mois	0,2510%	0,2610%	- 0,010 pt
EURIBOR 3 mois	0,3110%	0,3390%	- 0,028 pt
EURIBOR 6 mois	0,3970%	0,4380%	- 0,041 pt
EURIBOR 12 mois	0,5720%	0,6140%	- 0,042 pt

taux de base bancaire

banques métropolitaines	taux	date d'effet
	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/05/2014	30/04/2014	Var. M-1
TEMPE	0,2564%	0,2488%	+ 0,008 pt
EURIBOR 1 mois	0,2430%	0,2530%	- 0,010 pt
EURIBOR 3 mois	0,3250%	0,3300%	- 0,005 pt
EURIBOR 6 mois	0,4180%	0,4300%	- 0,012 pt
EURIBOR 12 mois	0,5930%	0,6040%	- 0,011 pt
TMO	2,0900%	2,2600%	- 0,170 pt
TME	1,8900%	2,0600%	- 0,170 pt
TRBOSP	1,9700%	2,2500%	- 0,280 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/05/2014	30/04/2014	31/03/2014	30/05/2014	30/04/2014	31/03/2014	30/05/2014	30/04/2014	31/03/2014
taux JJ	0,130%	0,150%	0,130%	0,056%	0,056%	0,053%	0,440%	0,440%	0,440%
3 mois	0,280%	0,230%	0,240%	0,135%	0,135%	0,135%	0,570%	0,520%	0,520%
10 ans emprunts phares	2,480%	2,680%	2,750%	0,580%	0,620%	0,650%	2,570%	2,680%	2,760%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1^{er} avril 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,91%
Prêts à taux fixe	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,92%
Prêts à taux variable	4,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,79%
Prêts-relais	5,39%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,31%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,27%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,09%	Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,21%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	87,6988	1 NZD/XPF	74,3176	1 HKD/XPF	11,3120	1 GBP/XPF	146,7615	
100 JPY/XPF	86,2473	1 AUD/XPF	81,5386	1 SGD/XPF	69,9524	100 VUV/XPF	91,3239	1 FJD/XPF	47,5842